

LGL

SCF0095 3 F 0613 FRA /AFP-BV28

co-eur-cha

TROIS QUESTIONS à Jean-Claude Trichet, à six mois du basculement à l'euro

PARIS, 25 juin (AFP) - A six mois du basculement à l'euro, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a, dans une interview à l'AFP, mis en garde contre une "poussée anormale" des prix, et expliqué les raisons du refus de la Banque centrale européenne (BCE) de diffuser des billets euros au public avant le 1er janvier.

Quel peut être l'impact de l'introduction des billets et pièces euros sur les prix et sur la consommation?

REPONSE: "Il est très important que le passage à l'euro ne se traduise pas par une influence sur la formation normale des prix. Dans notre analyse, il doit y avoir autant d'arrondis en-dessous qu'au-dessus, de façon à ce que cela se compense et qu'il n'y ait pas d'évolutions des prix qui correspondrait à une poussée anormale vers le haut à cause du passage à l'euro".

"Nous sommes confiants que, grâce à la vigilance des consommateurs, à la responsabilité des entreprises et au degré de concurrence sur le marché, ce ne sera pas le cas, mais nous devons rester vigilants".

"La Banque de France et tout l'eurosystème demandent aux entreprises de se montrer responsables et aux consommateurs de se montrer vigilants".

Pour ce qui est de la consommation, "il y a plusieurs économistes qui disent qu'il y aura une accélération de la consommation avant l'euro, et ceux qui disent qu'il y aurait des effets de prudence de la part des consommateurs. Au total, notre sentiment est qu'il ne devrait pas y avoir d'impact significatif sur la consommation".

Pourquoi la BCE refuse-t-elle une diffusion des billets euros au grand public avant le 1er janvier 2002?

REPONSE: "La décision, comme vous le savez, a été prise au niveau de l'ensemble de la zone euro. Dans cet espace de 305 millions d'habitants, il y aura pré-alimentation des pièces, mais pas des billets de banques.

"Le Conseil des gouverneurs de la BCE a longuement pesé le pour et le contre. Aucune décision n'est jamais facile à prendre. Au total, les arguments qui nous ont convaincus sont les suivants: d'abord limiter le risque de contrefaçons grossières pouvant perturber le public au moment même de l'introduction de l'euro. Ensuite, pousser le public vers la pré-alimentation en pièces, plus lourde, plus volumineuse, qui posait un problème de logistique très particulier et très important. Les billets pré-alimentés auraient pu détourner le public d'acheter les "kits" de pièces. Enfin, il fallait être très clair sur la date de l'émission des billets au grand public pour éviter toute confusion.

"L'émission grand public aura lieu le 1er janvier au moment même de l'introduction du cours légal. Mais il y aura bien sûr pré-alimentation des banques commerciales et pré-alimentation des commerces. Il y a d'autres arguments pour et contre. Il fallait bien décider; je crois que c'est la meilleure décision".

Où en est-on de la production des billets et des pièces en euros en France?

REPONSE: "Nous avons livré 1,042 milliard de billets fabriqués dans nos usines, soit 72% de ce que nous devons fabriquer à la Banque de France.

"Par ailleurs nous organisons un colloque sur l'euro dans le cadre de l'eurosystème le 10 juillet à Paris avec Wim Duisenberg (le président de la BCE) et Christa Randzio Plath, présidente de la commission monétaire du Parlement européen. M. Laurent Fabius (ministre de l'Economie), qui préside le Comité national de l'euro, prononcera une allocution. Il s'agira de l'un des douze colloques organisés dans le cadre de l'eurosystème par chacune des banques centrales nationales pour préparer l'euro".

em/fga/lch

FP 251006 JUN 01

URGENT
A transmettre en priorité